



Kosovo : les aveux d'un tueur du PDK secouent Pristina

Par [Arben Atashi](#) et [Vehbi Kajtazi](#)

Mondialisation.ca, 13 décembre 2009

[KOHAnet](#) 1 décembre 2009

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [LES BALKANS](#)

Nazim Bllaca, ancien membre de l'UCK et du SHIK, les services de renseignements du Parti démocratique du Kosovo (PDK), la formation du Premier ministre Hashim Thaçi, a reconnu son implication dans l'assassinat de 17 rivaux politiques du PDK, principalement des militants de la LDK. Il a été arrêté lundi par la police européenne Eulex. Hashim Thaçi dément les accusations lancées contre son parti, mais promet que la justice sera impartiale.



Nazim Bllaca s'adressant dimanche aux médias

La police de la mission européenne Eulex a arrêté Nazim Bllaca dans la soirée du lundi 31 novembre. Celui-ci avait reconnu publiquement avoir participé à 17 assassinats et tentatives d'assassinats, donnant les noms de responsables officiels de l'État, du parti et de la police impliqués dans ces crimes. Cet homme de 37 ans, originaire d'un village proche de Lipjan/Ljipljan prétend être un ancien agent du Service d'intelligence du Kosovo (SHIK). Il avait été entendu lundi par le bureau du Procureur Spécial. Après une longue déclaration, et a été inculpé d'assassinats et de participation au crime organisé. (...)

La veille, dimanche, Nazim Bllaca avait publiquement reconnu être l'auteur d'au moins un assassinat et qu'il avait pris part à d'autres crimes semblables. Il s'est adressé aux médias devant le Parlement du Kosovo. Le même jour, un DVD amateur avait été diffusé par Gani Geci, ancien commandant des Forces armées de la République du Kosovo (FARK) en Drenica, et aujourd'hui dirigeant important de la Ligue démocratique de Dardanie (LDD). Gani Geci affirme qu'il avait remis ce DVD à Eulex il y a un mois, mais qu'il s'est dédité à le rendre public en raison de l'absence de réactions de la mission européenne.

Dans ce DVD, Nazim Bllaca explique qu'il était au service du SHIK, le service d'intelligence de l'UCK pendant la guerre, resté proche du PDK de Hashim Thaçi après la guerre. Nazim Bllaca accuse son supérieur, Azem Sylja, de lui avoir donné l'ordre d'exécuter de supposer

collaborateurs de l'UDB, les services secrets serbes, qui étaient des cadres du parti rival du PDK, la Ligue démocratique du Kosovo (LDK) d'Ibrahim Rugova.

Les institutions du pays ont rapidement réagi aux déclarations de Nazim Bllaca. Le premier ministre Hashim Thaçi a promis qu'une enquête serait ouverte sur l'accusateur et sur les accusés en rappelant que « personne n'est au-dessus de la loi ». Pour sa part, le Président Fatmir Sejdiu a demandé aux citoyens de garder leur sang froid et a promis que la justice du Kosovo fonctionnerait. Dans son premier commentaire sur cette affaire, Yves de Kermabon, le chef de la mission Eulex, a déclaré qu'il était essentiel qu'aucune pression politique ne s'exerce durant l'instruction.

Par contre, l'opposition a déclaré que la justice au Kosovo ne fonctionnait pas, d'autant que Nazim Bllaca a fait ses premières déclarations devant le Parlement du Kosovo, sans être immédiatement arrêté (...)

Adem Salihaj, un dirigeant de la LDD (opposition) , a demandé à la LDK de réexaminer sa coalition avec le PDK, à la lumière de ces révélations.

Le PDK a rejeté toutes les accusations. Cependant, le Premier ministre Thaçi a expliqué qu'il avait eu de nombreux entretiens, au cours de la journée de mardi, afin d'être mieux informé sur les derniers développements de l'affaire. « Depuis ce matin, j'ai rencontré le président Sejdiu, puis j'ai réuni le Conseil de la sécurité nationale, enfin j'ai rencontré Eulex, les ambassadeurs occidentaux, puis nous avons eu une nouvelle réunion du Conseil de la sécurité nationale. Tous mes efforts visent à affronter toutes les questions soulevées ces derniers jours. On a clairement tenté de porter atteinte à l'ordre constitutionnel et à la sécurité nationale. » (...)

Le premier ministre a répété plusieurs reprises que tout le monde était égal devant la loi. Il l'a répété aussi lorsqu'on lui a demandé si de hauts responsables du gouvernement et de son parti, accusés par Nazim Bllaca, pourraient être arrêtés. « Personne n'est au-dessus de la loi. Tout sera basé sur la vérité. Les citoyens du Kosovo doivent avoir confiance en la justice, la justice du Kosovo et la justice internationale ».

Pour sa part, Azem Sylla, ancien commandant de l'UCK et ancien chef du SHIK, a porté plainte contre Nazim Bllaca. Celui-ci a été finalement placé en résidence surveillée.

Traduit par Nerimane Kamberi, [Courrier des Balkans](#).

La source originale de cet article est [KOHAnet](#)

Copyright © [Arben Atashi](#) et [Vehbi Kajtazi](#), [KOHAnet](#), 2009

Articles Par : [Arben Atashi](#) et
[Vehbi Kajtazi](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu

responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca